

CES/AC.68/53  
12 mars 1997

Original: Français

COMMISSION DE STATISTIQUE et  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFERENCE DES STATISTICIENS EUROPEENS

COMMISSION DES COMMUNAUTES  
EUROPEENNES (Eurostat)

ORGANISATION DE COOPERATION ET  
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

Réunion commune CEE-ONU/Eurostat/OECD  
sur la comptabilité nationale  
(Paris, 3-6 juin 1997)

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**L'EXHAUSTIVITE DES COMPTES NATIONAUX EN ROUMANIE**

Présenté par la Commission nationale de statistique de la Roumanie

<sup>1</sup>

---

1 Elaboré par Mme Clementina Ivan-Ungureanu.

## L'EXHAUSTIVITE DES COMPTES NATIONAUX EN ROUMANIE

1. Ces sept dernières années la statistique roumaine a connu un processus constant de modification et d'adaptation afin qu'elle soit capable d'offrir aux différents utilisateurs du pays et de l'étranger les informations nécessaires à l'évaluation de l'état économique et social du pays. L'un des principaux domaines concernés a été la mise en oeuvre du SCN.

2. L'année 1989 représente la première année pour laquelle on a élaboré des comptes nationaux non financiers, c'est-à-dire les deux tableaux de synthèse: le tableau économique d'ensemble et le tableau entrées-sorties (aux prix courants et aux prix constants depuis 1990). La version finale des deux tableaux est disponible deux années après la fin de la période concernée et elle est publiée accompagnée d'une analyse économique des phénomènes caractérisant cette étape, analyse qui s'appuie sur les données fournies par les comptes nationaux.

3. La mise en oeuvre des comptes nationaux dans la pratique statistique roumaine a été un processus de longue durée qui a exigé la transformation et le perfectionnement des sources de données nécessaires au calcul des indicateurs spécifiques, ayant comme objectif final l'évaluation des activités qui se déroulent dans l'économie.

Compte tenu des particularités de la période de transition, des multiples modifications législatives affectant le déroulement de l'activité économique, des perfectionnements apportés aux sources de données statistiques, financières-comptables et administratives, le processus de réalisation des comptes nationaux a parcouru quelques étapes différentes, notamment:

- la période 1989-1990, quand on a réalisé le transfert des agrégats spécifiques au Système de la production matérielle vers les indicateurs du SCN, en utilisant certaines ajustements et corrections;

- la période 1991-1992, pendant laquelle on a définitivement renoncé à la collecte de données statistiques conformément au SPM et on a construit en échange les premières enquêtes utilisées pour le calcul du tableau entrées-sorties aux prix courants et comparables. De même, la mise en oeuvre du SCN a été possible grâce aux amendements apportés au bilan comptable des agents économiques et à la classification utilisée pour l'exécution du budget public national - deux sources importantes dans la réalisation des comptes nationaux;

- la période 1993-1995 caractérisée par des améliorations importantes des sources de données utilisées dans l'élaboration des comptes nationaux, notamment:

- \* l'introduction de l'enquête statistique structurelle, de l'enquête auprès des ménages et de l'enquête sur l'emploi;

- \* le perfectionnement du Registre statistique, qui représente la base pour l'établissement des échantillons spécifiques aux enquêtes statistiques;

- \* l'amélioration de la balance des paiements et son alignement

sur la méthodologie du Fonds monétaire international;

\* l'utilisation, depuis 1994, du nouveau plan comptable, aligné sur la pratique internationale;

\* l'introduction, dans le système statistique et aussi dans celui financier-comptable, de la nouvelle Classification des activités de l'économie nationale, comparable à celle internationale.

- depuis 1996, on peut souligner une certaine stabilité des sources de données utilisées, dont le contenu respecte les normes internationales et permet l'augmentation de l'exactitude des indicateurs des comptes nationaux.

4. Les étapes parcourues mettent en évidence la préoccupation des comptables nationaux d'améliorer le contenu des indicateurs et de couvrir, autant que possible, toutes les activités qui se déroulent dans l'économie. Les différences apparues dans la modalité de calcul et les sources utilisées par rapport aux années de début de la période de transition représentent des amendements apportés afin d'assurer l'exhaustivité du PIB et des comptes nationaux, en général.

5. La méthode générale de travail des comptes nationaux roumains consiste à évaluer le PIB par les trois approches, qui ne sont pas élaborées séparément, indépendamment, mais dans une permanente relation afin d'assurer la comparabilité entre les trois méthodes et aussi entre les données obtenues pour les branches d'activité et les secteurs institutionnels. Une telle activité exige des corrections intermédiaires, des arbitrages, en obtenant, finalement, une seule valeur du PIB. Cette valeur est exhaustive lorsqu'on tient compte de toutes les unités enregistrées, tant statistiques qu'administratives, des unités qui déploient une activité mais qui ne sont pas enregistrées et des unités dont les déclarations utilisées dans le calcul des comptes nationaux sont, pour des raisons différentes, fausses.

6. Pour qu'on puisse connaître le degré d'exhaustivité du PIB calculé il est nécessaire de présenter le contenu et la qualité des sources de données utilisées pour construire les comptes nationaux et les méthodes de travail.

## **2. Les sources de données utilisées pour le calcul du PIB et l'assurance d'exhaustivité**

2.1. L'une des principale sources de données utilisées pour élaborer les comptes nationaux annuels, et en particulier le tableau entrées-sorties, est l'enquête annuelle d'entreprise. L'échantillon de l'enquête est réalisé en utilisant les informations du Registre statistique REGIS. La caractéristique principale de celui-ci est le fait qu'il est compatible avec les autres registres qui existent dans l'économie, à savoir le Registre du commerce et le Registre fiscal, en assurant ainsi une bonne évidence de tous les agents qui déploient une activité économique.

2.2. L'échantillon des unités qui remplissent le questionnaire de l'enquête statistique annuelle comprend les unités non financières déposant le bilan comptable au Ministère des finances, les unités budgétaires, les institutions de crédit, les entreprises d'assurance et les institutions sans but lucratif.

L'extension des données s'appuie sur les informations couvertes par le bilan comptable et d'autres sources administratives, ce qui assure la cohérence entre les sources utilisées pour élaborer les comptes nationaux.

2.3. Il faut souligner le fait que pendant le traitement de l'enquête on fait, pour chaque unité de l'échantillon, une comparaison entre les données du bilan comptable et celles fournies par l'enquête. Cette confrontation concerne le chiffre d'affaires, les dépenses, les stocks, la rémunération des employés, les investissements et le nombre d'employés.

2.4. Les données du bilan comptable sont utilisées pour calculer les opérations du secteur institutionnel "Sociétés et Quasi-Sociétés Non-Financières" et celles de l'enquête structurelle pour estimer la production, la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée brute des branches d'activité comprises dans le tableau entrées-sorties. La cohérence qui existe entre les deux sources permet l'assurance de la compatibilité entre les deux tableaux de synthèse.

2.5. Est-ce qu'on peut assurer de cette manière l'exhaustivité du PIB ? A présent, comme on l'a déjà mentionné, le Registre statistique qui représente la base de sondage est opérationnel, raccordé aux autres registres utilisés dans l'économie et actualisé en permanence, ce qui permet d'obtenir un grand pourcentage de certitude de point de vue de la couverture des agents économiques. D'autre part, le bilan comptable est rempli et déposé au Ministère des finances par tous les agents économiques, notamment à la suite des mesures de contrôle prises par le Ministère des finances, spécialement pendant les trois dernières années. Dans ces conditions, on est convaincu de couvrir entièrement le champ des unités non financières.

2.6. Pour réaliser les comptes nationaux des autres secteurs institutionnels, on utilise des sources de données spécifiques exhaustives, notamment :

- les bilans des entreprises d'assurance (en 1996, leur nombre était de 33) et des institutions de crédit (en 1996, 34 banques ont fonctionné en Roumanie) pour élaborer la séquence des comptes du secteur "Sociétés financières" et le calcul des indicateurs pour la branche respective;
- l'exécution du budget public national pour le secteur "Administration publique";
- la balance des paiements qui, depuis 1993, est élaborée conformément à la méthodologie du FMI, en assurant ainsi la couverture et l'évaluation de toutes les activités menées par les agents résidents avec le reste du monde;
- les déclarations de revenu remplies par les entrepreneurs individuels et les associations familiales utilisées pour évaluer les opérations du secteur "Ménages" et les indicateurs des branches d'activité spécifiques;
- les déclarations comptables remplies par les entreprises sans but lucratif, utilisées pour le calcul des indicateurs spécifiques à ce secteur.

2.7. Une autre source statistique importante utilisée particulièrement pour le calcul de la consommation finale de la population est l'enquête intégrée auprès des ménages. Elle a été introduite en 1994 en remplacement de

l'ancienne enquête sur les budgets de famille. Elle a une périodicité mensuelle et elle porte sur un échantillon rotationnel mensuel de 3000 ménages repartis sur le territoire en 501 points d'observation.

2.8. Le calcul du PIB selon les trois méthodes suppose que celles-ci soient compatibles et intégrées, chose que l'on peut obtenir dans le tableau entrées-sorties. Le fait qu'on utilise des sources différentes pour les trois méthodes réclame une analyse des valeurs obtenues et un arbitrage afin d'obtenir la meilleure évaluation du PIB. Par l'arbitrage utilisé, on assure ainsi l'amélioration de l'exhaustivité des comptes nationaux.

### **3. Amélioration de l'exhaustivité des comptes nationaux - l'économie souterraine**

3.1. La tâche d'obtenir des estimations fiables, comparables et exhaustives pour les indicateurs spécifiques des comptes nationaux, et surtout du PIB, n'a pas été facile, en particulier pendant la période de transition de la société roumaine, du fait des changements subis par les sources des données utilisées d'une part, et de la manifestation de certains phénomènes socio-économiques difficilement identifiables et estimables, d'autre part. Certains phénomènes ont déterminé l'apparition et le développement d'une économie parallèle, souterraine, cachée.

3.2. Le phénomène d'économie souterraine apparaît dans les secteurs suivants: commerce, transport, construction, réparation automobile, tourisme, hôtellerie, restauration, santé, enseignement et services personnels. Certains agents économiques qui mènent une activité légale pour obtenir des biens et services ne la déclarent pas du point de vue administratif ou statistique pour les motifs suivants:

- ne pas payer l'impôt sur le revenu, les cotisations sociales, des impôts sur les salaires ou autres contributions;
- non-respect des normes légales concernant la garantie du salaire minimum, le nombre d'heures de travail, etc.

3.4. Comme on l'a déjà mentionné, les principales sources de données pour les unités financières et non financières sont les bilans comptables remplis par celles-ci et l'enquête annuelle d'entreprise, qui couvre entièrement le nombre d'unités. Mais les données qui ont servi pour faire le calcul des comptes nationaux peuvent être sous-estimées selon les motifs antérieurement présentés. Pour éviter la sous-estimation on utilise les données provenant des contrôles effectués par la Garde Financière. On fait annuellement le contrôle d'un tiers du nombre d'agents économiques, sans tenir compte de la forme de propriété ou de la dimension; en conformité avec la méthode adoptée, on élargit le comportement de ces unités en ce qui concerne l'évasion fiscale en l'attribuant à la collectivité entière. Le calcul de l'évasion fiscale des sociétés non financières a représenté 5.3% du PIB pour l'année 1995.

3.5. Pour estimer l'activité des associations familiales et entrepreneurs individuels, on utilise leurs déclarations de revenu. En tenant compte que ces déclarations sont remplis en début d'année pour l'année en cours, on

considère que les entrepreneurs individuels et associations familiales constituent une source d'évasion fiscale involontaire. Pourquoi ? Parce-que les déclarations qu'on fait sont basées sur les résultats obtenus au cours de l'année précédente et qu'il est difficile d'estimer, surtout dans une économie avec une forte inflation, le volume de l'activité qui sera réalisé durant l'année en cours. Ainsi, on attribue les revenus déclarés pendant l'année "n", à l'année "n-1", la différence représentant l'évasion fiscale attribuée au secteur "Ménages".

3.6. Pour compléter la sphère des comptes nationaux, en dehors des estimations concernant l'évasion fiscale, on fait aussi une estimation du travail "au noir". La méthode utilisée est fondée sur l'analyse de la demande et de l'offre sur le marché de l'emploi, pour identifier les personnes qui mènent une activité légale, mais qui ne sont pas déclarées officiellement. L'utilisation de cette méthode a été possible depuis l'année 1994, en même temps que l'introduction de l'enquête sur la main-d'oeuvre AMIGO. Pour les deux premières années l'enquête a été réalisée une fois par an, pendant le mois de mars; depuis 1996, l'enquête est trimestrielle, les informations offertes ayant un plus grand degré de fiabilité.

3.7. L'estimation de l'offre d'emploi est réalisée à l'aide de l'enquête annuelle AMIGO, qui donne les informations sur le nombre de personnes qui ont déclaré avoir une activité pendant la période de référence, le type d'entreprise et les branches de l'économie nationale où elles ont travaillé.

3.8. L'estimation de la demande d'emploi est fondée sur l'enquête annuelle d'entreprise (l'enquête structurelle) qui fournit des informations sur le nombre de personnes qui ont eu une activité et qui ont été enregistrées aussi du point de vue statistique et administratif.

3.9. Compte tenu des sources utilisées, la comparaison entre la demande et l'offre de la force de travail, par branches de l'économie, et ainsi l'établissement du "travail au noir" est faite pour les unités des secteurs "Sociétés et quasi-sociétés non financières" et "Institutions sans but lucratif". La production obtenue par le "travail au noir" est estimée en multipliant "per capita" les valeurs établies par les petites entreprises par le nombre de personnes qui constituent la différence entre la demande et l'offre de main-d'oeuvre, pour chaque branche d'activité à part.

#### **4. Perspectives pour les années à venir**

4.1. Depuis le commencement des travaux pour le calcul des comptes nationaux, on a cherché la révision permanente des sources de données, l'amélioration des méthodologies utilisées, afin d'assurer une amélioration substantielle de l'exhaustivité des indicateurs spécifiques du SCN. Bien que, par l'introduction de quelques enquêtes statistiques et par les calculs effectués pour estimer l'économie souterraine, on ait obtenu, chaque année, des résultats meilleurs qui ont permis l'amélioration sensible de l'exhaustivité du PIB, celle-ci restant l'objectif principal des comptes nationaux.

4.2. A l'heure actuelle, une grand partie du programme de travail est consacrée à l'application et au perfectionnement de la méthodologie de validation des indicateurs des comptes nationaux, et surtout du PIB, en utilisant les statistiques de l'emploi. Cette chose sera possible dès 1996 quand l'enquête de l'emploi AMIGO deviendra trimestrielle.

4.3. De plus, on va accorder une attention particulière à la manière d'estimer et d'introduire les avantages en nature et le pourboire dans les comptes nationaux.